

Crise du COVID-19 dans le territoire palestinien occupé

20 avril 2020



Les réseaux ACT Alliance EU et la CIDSE, dont notre membre CCFD-Terre Solidaire fait partie, sont alarmés par l'impact humanitaire de l'épidémie de COVID-19 dans le territoire palestinien occupé et se joignent à leurs partenaires locaux de longue date dans un appel à un soutien international accru.

Une épidémie de COVID-19 en Cisjordanie et à Gaza aura des implications humanitaires critiques. Le système de santé palestinien est déjà fragile - et connaît une grave pénurie d'équipement d'urgence nécessaire pour contenir la propagation du COVID-19 et traiter la maladie, principalement une conséquence des restrictions liées à l'occupation.

Les zones surpeuplées et les camps de réfugiés en Cisjordanie et à Gaza sont particulièrement exposés au risque de propagation du COVID-19.[1]

La situation à Gaza est extrêmement préoccupante. En raison des graves conséquences du blocus israélien de la Bande de Gaza et du manque d'unité politique palestinienne, le système de santé de Gaza est dans un état désespéré. Il est particulièrement mal équipé pour faire face à une épidémie de COVID-19 et répondre aux besoins de près de 2 millions d'habitants, en raison d'une grave pénurie de personnel, d'infrastructures, d'équipements et de médicaments essentiels pour le confinement et le traitement des cas de COVID-19. Actuellement, la capacité maximale de Gaza est d'environ 70 lits en soins intensifs. [2] Selon l'OMS, Gaza dispose d'environ 50 à 60 ventilateurs pour adultes et ne serait pas en mesure de traiter des centaines de cas. [3] Les effets mentaux et psychologiques ainsi que le risque de violence domestique accrue sont tout aussi alarmants.

En Cisjordanie, la violence des colons ainsi que les démolitions et les confiscations de l'aide humanitaire se poursuivent malgré les restrictions générales de mouvement pour limiter la propagation du COVID-19. Des tentes, destinées à une clinique dans le nord de la vallée du Jourdain, ont récemment été confisquées et deux maisons résidentielles ont été démolies à al-Muntar, à l'extérieur de Jérusalem.[4] Les démolitions et confiscations de biens palestiniens et d'aide humanitaire, qui ont exacerbé l'insécurité des résidents, ont maintenant des conséquences considérables supplémentaires dans le contexte de la crise actuelle de COVID-19.

À Jérusalem-Est, les informations faisant état de raids quotidiens continus dans le quartier palestinien d'Issawiyah menés par la police israélienne, notamment de fausses arrestations de mineurs ou des tirs de gaz lacrymogène, sont alarmants.[5] Bien que de tels incidents ne puissent en aucun cas être acceptés, cela met également en danger la santé publique au milieu d'une crise sanitaire sans précédent, exigeant des mesures strictes de distanciation sociale.

Bien que nous saluons les efforts importants déployés par toutes les parties pour lutter contre la propagation du COVID-19 ainsi que les dernières promesses financières des États, une réponse et un engagement plus fermes de la communauté internationale sont nécessaires pour prévenir une grave épidémie de COVID-19 et atténuer les effets désastreux d'un tel scénario en Cisjordanie et à Gaza.

Dans ce contexte, ACT Alliance EU et la CIDSE exhortent l'UE et ses États membres à :

1. Fournir des fonds d'urgence pour garantir la mise en œuvre du [Plan d'intervention inter-organisations COVID-19](#) sous la direction du Coordonnateur humanitaire des Nations unies dans le territoire palestinien occupé. [6]
2. Exhorter les autorités israéliennes et palestiniennes à garantir un accès humanitaire sans entrave et efficace à la Cisjordanie et à la Bande de Gaza et à faciliter toutes les références sanitaires nécessaires.
3. Collaborer avec toutes les autorités locales compétentes pour soutenir une réponse efficace à l'épidémie de COVID-19 et s'attaquer à la situation humanitaire déjà catastrophique à Gaza.
4. Faire pression sur les autorités israéliennes afin de mettre immédiatement un terme aux démolitions et aux confiscations de biens palestiniens et à l'aide humanitaire.
5. Condamner toute tentative d'exploitation de la situation d'urgence actuelle pour un programme politique.
6. Exiger de lever toutes les restrictions de mouvement en violation du droit international humanitaire afin de faciliter immédiatement la réponse nécessaire au COVID-19 dans la Bande de Gaza.

Notes

[1] [COVID-19 Emergency Situation Report 1](#), UN OCHA OPT (24 March 2020)

[2] [Corona in the Gaza Strip – Only 70 ICU Beds Available](#), Physicians for Human Rights – Israel (25 March 2020)

[3] [Seven new cases of coronavirus emerge in Gaza Strip](#), bringing total to nine, the Times of Israel (26 March 2020)

[4] [During the Coronavirus crisis, Israel confiscates tents designated for clinic in the Northern West Bank, B'Tselem](#) (26 March 2020)

[5] [Abuse of Palestinians overrides fear of COVID-19](#), B'Tselem (19 March 2020)

[6] [Coronavirus disease 2019 \(COVID-19\) Update 15](#), WHO OPT (28 March 2020)

Télécharger la déclaration [en français](#) et [en anglais](#).

Lire aussi : [Sur le site de la CIDSE](#)

Crédit photo : Alexandra Gerasimciková

• Emplacement : [Vous êtes ici](#) : [Accueil](#) > [S'informer](#) > [Actualités](#) >

• Adresse de cet article :

<https://plateforme-palestine.org/Crise-du-COVID-19-dans-le-territoire-palestinien-occupe>